



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-73 - Séance du 06 septembre 2018

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	24
28	19	24	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2018, le 06 septembre à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 30 août 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 31 août 2018.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

Pouvoirs de : RODENAS François pour SOULIER Alain, JODAR Mélissa pour BASSO Béatrice, MARTINEZ Mickaël pour GAUTIER Sandrine, DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, MICHEL Yves pour FOUREL Sylvain.

Absents : PEETERS Fabien – SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane - PERRIER Thierry.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-73 – AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT A LA CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA SUPPRESSION DU PN 33

Monsieur Philippe MARTY, Conseiller Municipal délégué au budget informe l'Assemblée délibérante que l'opération de suppression du passage à niveau de Baillargues a fait l'objet d'un cofinancement se concrétisant par la signature le 25 mars 2013 par les différents partenaires du projet (L'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Baillargues et SNCF Réseau), d'une convention de financement d'un montant global de 8 595 000 € HT.

Dans le cadre des comités de pilotage du projet, les partenaires ont été informés que le budget de l'opération nécessitait d'être réévalué du fait notamment des difficultés rencontrées dans la maîtrise du foncier nécessaire à l'opération, des évolutions du programme et de la complexité liée à l'organisation des procédures administratives.

L'ensemble des co-financeurs ont convenu de reporter le processus d'avenant aux conclusions de la procédure de désignation des entreprises de travaux. Cette démarche s'est inscrite dans le principe acté par l'ensemble des partenaires selon lequel les conventions de financement étant susceptibles d'évolutions, à la hausse comme à la baisse en fonction de l'accostage de chaque opération, les participations financières seraient ajustées au prorata des participations inscrites dans les conventions initiales.

Ainsi, lors du Comité Technique du 07 septembre 2017, faisant suite à l'attribution des marchés de travaux, SNCF Réseau a présenté une évaluation du besoin de financement complémentaire estimé à 752 500 € HT, sur la base des clés de financement de la convention initiale.

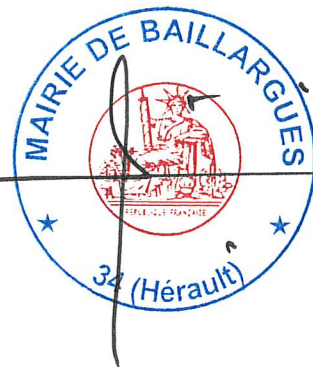
La part de financement de la commune pour cet avenant est de 5 % soit 37 600 € HT pour une participation totale de la Ville de 467 647 € HT.

En conséquence, pour que la signature de l'avenant s'inscrive dans un calendrier en phase avec l'échéance de mise en service des aménagements, le Conseil Municipal est appelé à autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant. Un exemplaire de celui-ci a été joint à la note de synthèse.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Philippe MARTY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention de financement dans le cadre du projet de suppression du PN33 de Baillargues.

Pour extrait conforme,
Le 10 septembre 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.